

DÉPARTEMENT  
DE LA CHARENTE-MARITIME

Arrondissement  
de ROCHEFORT

Canton  
de ROYAN

Commune  
de ROYAN

80 192  
Objet

# Extrait du Registre des Délibérations

DU CONSEIL MUNICIPAL

**COMMUNE DE ROYAN**

L'An mil neuf cent quatre vingt  
le dix neuf décembre à 18 heures 30  
le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la  
présidence de M Pierre LIS, Maire

Etaient présents : MM. LIS , FABER, Melle FOUCHÉ, MM. BOUTET ,BOUCHET  
LACHAUD, DUFOUR , BUJARD, PAPEAU, MONTRON, GUICHAOUA , BOULAN,  
BROTREAU, BERLAND, DUFEIL, CABAL, Mme TACQUET , BOISARD, MAURELLET,  
POUGET.

formant la majorité des membres en exercice.

Représentés : MM. POUMAILLOUX par M. BOUTET  
NAULIN par Melle FOUCHÉ  
PELLETIER par M. DUFEIL  
COLLE par M. FABER  
Absents : MM. VIAUD , TETARD, TAP

Monsieur MONTRON

a été élu Secrétaire.

La délibération qui a été prise par le Conseil Municipal  
pour l'exploitation des plages par la SEMIPAR le 25 avril 1980  
a été approuvée par l'Autorité de Tutelle pour une durée d'un  
an ( 1 an)

Il est nécessaire de préparer dès maintenant la prochaine  
saison touristique et à cet effet, il vous est proposé de décider  
de l'approbation de la convention d'exploitation des plages en  
prestations de services pour les années 1981-1982-1983 et 1984.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

VU les dispositions de l'art. 8 de la concession

VU la délibération du Conseil Municipal en date du  
25 avril 1980

VU le projet de convention établi

VU l'avis de la Commission Tourisme -Plages du 2 déc.1980

VU l'avis de la Commission des Finances du 12 déc. 1980

DECIDE :

- de reconduire son accord pour que l'exploitation des plages de  
la COMMUNE " en prestations de services " soit confiée à la  
SEMIPAR .

DATE DE CONVOCATION

12 décembre 1980

DATE D'AFFICHAGE

12 décembre 1980

Nombre de conseillers  
en exercice 27

Nombre de présents 20

Nombre de votants 24

Pou.  
Contre : 2

Abstentions

- d'autoriser Monsieur le Premier Adjoint, par délégation, à signer le sous-traité d'exploitation annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré à ROYAN, les mêmes jour, mois et an susdits  
Ont signé au registre MM. les Membres présents.

Pour extrait conforme au Registre,

Le Maire,

DELIBERATION  
DEPOSEE LE:  
- 2. JAN. 1981  
SOUS-PREFECTURE  
de ROCHEFORT



*Pierre LIS*  
Pierre LIS

APPROUVE Pour un an seulement et en raison  
de la carence de l'initiative p...ée  
La Rochelle, le 7 MAI 1981



Le Préfet  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général.

*Hafagouï CHERIET*  
Hafagouï CHERIET



SOUS-TRAITE D'EXPLOITATION EN PRESTATION  
DE SERVICE DES PLAGES DE LA GRANDE CONCHE,  
DE FONCILLON, DU CHAY, DU PIGEONNIER

ET DE PONTAILLAC  
=====

Application des dispositions de l'article 8 du cahier des charges réglementant la concession de ces plages à la Ville de ROYAN (Arrêté Préfectoral du 26 Août 1978).

ENTRE :

La Ville de ROYAN, représentée par le Premier Adjoint, Monsieur Jean-Pierre FABER, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du **19 DEC. 1980** ci-après désigné par la Ville,

d'une part,

ET :

La Société d'Economie Mixte pour la Gestion et la Mise en Valeur des Ports et Aménagements Nautiques dans la Région de ROYAN (SEMIPAR), inscrite au Registre du Commerce sous le N° 79 B6, représentée par son Président Monsieur Pierre LIS, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration dans sa séance du 20 Juin 1979, ci-après désigné par la Société.

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :



## ARTICLE 1er - OBJET DE LA CONVENTION

La Commune de ROYAN concessionnaire des plages de la Grande-Conche, de Foncillon, du Chay, du Pigeonnier et de Pontailiac, sous traite à la Société l'exercice des droits et obligations intéressant ces plages, ainsi que la perception des recettes correspondantes.

## ARTICLE 2 - DROITS ET OBLIGATIONS GENERAUX DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant est tenu d'appliquer les dispositions du cahier des charges de la concession figurant en annexe à la présente convention.

Celle-ci ne confère au sous-traitant aucun droit supérieur à celui dont est titulaire la Commune.

## ARTICLE 3 - OBLIGATIONS PARTICULIERES EN MATIERE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DE S PLAGES

Le sous-traitant est tenu de remplir les obligations suivantes :

### 1°) en matière d'équipement

#### a) réalisations annuelles

- . Au cours de la première année (1980)
  - mise en place bouées et chaines
  - 1 poste secours et garage pour zodiac
  - 2 radeaux plongeurs
  - 2 douches publiques
  
- . Au cours de la deuxième année (1981)
  - 1 poste de secours et garage pour zodiac
  - 1 douche publique
  - 1 plateau évolution sportive
  - nivellement et profilage des plages
  
- . Au cours de la troisième année (1982)
  - 1 poste de secours et garage pour zodiac
  - 1 plateau évolution sportive
  - 1 douche publique
  - 2 radeaux plongeurs
  
- . Au cours de la quatrième année (1983)
  - 1 poste de secours et garage pour zodiac
  - nivellement et profilage des plages
  - 2 radeaux plongeurs



- . Au cours de la cinquième année (1984)
  - 1 poste de secours et garage pour zodiac
  - renouvellement bouées et chaînes
  - 2 douches publiques
  - 1 radeau plongeur

b) A réaliser tous les ans

- Intervention diverses pour enlèvement de troncs d'arbres, souches, branchages, pieux, ferrailles et débris divers (Grande Conche, Fontaillac, Foncillon, le Chay, le Pigeonnier)
- Intervention pour dégagement du mur gradin du Front de Mer, nivellement et profilage des plages de la Grande Conche.
- Intervention pour nivellement et apport de sable sur la plage de Foncillon
- Intervention machine à nettoyer les plages
- Enlèvement déchets divers

2°) En matière d'entretien des plages

Le sous-traitant est tenu d'assurer l'entretien de la totalité des plages.

Il doit également assurer la conservation des parties littorales et réparer les conséquences de l'érosion ou des apports de matériaux.

En particulier, un profil convenable des plages devra être établi pour le début de chaque saison, avant le 1er juin de chaque année.

Le sous-traitant prend les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté la totalité des plages concédées ainsi que les constructions et autres installations et leurs abords.

L'entretien comprend, sur l'ensemble des plages, l'obligation pendant la saison balnéaire d'enlever journalièrement les papiers, débris, algues et autres matières nuisibles au bon aspect des plages ou dangereux pour les baigneurs. Les débris enlevés sont déposés à un emplacement destiné à cet effet, en dehors du Domaine Public ou privé de l'Etat, sauf accord écrit de l'administration gestionnaire de ce domaine.

Dès la fin de chaque saison balnéaire ou, au plus tard le 31 octobre, le sous-traitant est tenu, sauf autorisation écrite de l'Ingénieur du service maritime chargé du contrôle, d'enlever les installations mobiles et démontables implantées sur les plages. Il peut être autorisé à remiser son matériel sur les plages, à l'endroit qui lui est désigné à cet effet par l'Ingénieur chargé du contrôle.

ARTICLE 4 - INSTALLATIONS SUPPLEMENTAIRES

Le sous-traitant est tenu, lorsqu'il en est requis par la Commune de mettre en service des installations supplémentaires nécessaires à la salubrité et la sécurité des plages.



En cas de désaccord entre la Commune et le sous-traitant, les modalités techniques et financières de mise en oeuvre de cette obligation, la décision incombant au Préfet, le sous-traitant entendu.

#### ARTICLE 5 - PROJETS D'EXECUTION

Le sous-traitant soumet à l'Ingénieur du Service Maritime chargé du contrôle les projets d'exécution et de modifications de toutes les installations à réaliser.

L'Ingénieur du service Maritime chargé du contrôle prescrit les modifications qu'il juge nécessaire.

#### ARTICLE 6 - PERSONNEL D'EXPLOITATION ET SECURITE DES USAGERS DES PLAGES

Le sous-traitant entretient et met en place le matériel de signalisation réglementaire des plages et lieux de baignade, conformément aux prescriptions du décret n° 62013 du 8 janvier 1962 (J.O. 14 Janvier) ainsi que le matériel des plages, de sauvetage et de premier secours défini par la Commission Municipale de Sécurité.

Parmi le personnel assurant l'exploitation des plages faisant l'objet de la présente convention, au moins 30 % d'agents employés par le sous-traitant, indépendamment du personnel qui peut être employé par l'Etat et la Commune à la sécurité des plages, doit posséder le brevet de maître-nageur-sauveteur ou de secouriste de la protection civile.

Le sous-traitant établit un tableau de service du personnel affecté à la surveillance des plages faisant l'objet de la présente convention. Ce tableau précise notamment le nombre minimum d'agents présents sur la plage pendant la durée de fonctionnement prévue à l'article 7 du cahier des charges de la concession.

Ce tableau est communiqué à la Commune au moins un mois avant le 1er juin de la première année d'application de la présente convention.

Pour éviter l'incidence de la T.V.A. sur les frais de remboursement de personnel, la Ville se réserve la possibilité de prendre directement en charge tout ou partie du personnel nécessaire à l'exploitation et à la surveillance.

#### ARTICLE 7 REGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION

Le sous-traitant est tenu de respecter et faire respecter le règlement de police et d'exploitation des plages établi par la Commune et approuvé par le Préfet.

Il prend toutes dispositions utiles pour porter, notamment par voie d'affiches ce règlement à la connaissance des usagers



## ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION - REVOCATION

La convention est personnelle et aucune cession des droits du sous-traitant tient de la présente convention ne peut avoir lieu sous peine de résolution immédiate de la convention.

La présente convention est conclue pour les années 1981, 1982, 1983 et 1984. Cette durée ne peut excéder celle de la concession dont est titulaire la Commune.

La présente convention est résolue de plein droit, dans le cas de révocation par le Préfet, pour quelque cause que ce soit, de la concession dont la Commune est titulaire.

Il peut être mis fin par le Préfet, à la présente convention pour toute cause d'intérêt public, le concessionnaire et le sous-traitant entendus.

Si le sous-traitant manque aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention et du cahier des charges de la concession, la Commune est en droit de demander la résolution de la convention, sans indemnité d'aucune sorte. La résolution de la convention est prononcée par le Préfet, le sous-traitant entendu.

## ARTICLE 9 - REGLEMENTS DIVERS

Le sous-traitant est tenu de se conformer aux règlements relatifs à l'urbanisme à la construction, à la protection des sites, ainsi qu'aux extractions de matériaux.

## ARTICLE 10 - TARIFS

Le sous-traitant perçoit, aux lieux et places de la Commune, dans les conditions prévues à l'article 11 du cahier des charges de la concession, les tarifs pour l'usage des installations et matériels qu'il est autorisé à créer et à exploiter aux termes de la présente convention.

Les tarifs pratiqués sont ceux qui figurent au barème annexé au cahier des charges de ladite concession.

## ARTICLE 11 - MODIFICATION DES TARIFS

Le sous-traitant peut demander à la Commune de faire des propositions en vue de la modification des tarifs perçus pour l'utilisation des installations et appareils visés à l'article 10 ci-dessus.

Cette modification s'effectue à l'initiative de la Commune dans les conditions prévues à l'article 14 du cahier des charges de la concession.



## ARTICLE 12 - COMPTES ANNUELS

Les recettes, d'une part, les dépenses correspondantes, d'autre part, feront l'objet d'un compte spécial établi par le sous-traitant pour l'année civile en cours. Ce compte arrêté au 31 décembre sera communiqué à la Commune avant le 31 Mars de l'année suivante.

Le sous-traitant présentera à la Ville, chaque année, avant le 31 Octobre, ses prévisions d'exploitation pour l'année suivante. Celles-ci seront établies en tenant compte des tarifs que le sous-traitant sera effectivement autorisé à pratiquer.

Parmi les dépenses d'exploitation annuelles qui figureront à ce compte conventionnel figureront notamment de manière distincte :

- les salaires et charges annexes du personnel d'exploitation,
- les achats et fournitures,
- les dépenses d'entretien, de nettoyage, d'assurances, impôts, ...
- la redevance de concession,
- une quote part des frais de siège de la Société. Ces frais étant répartis entre les diverses activités de la Société au prorata du chiffre d'affaires hors subvention de chaque activité.
- d'une façon générale, tous les frais engagés pour la bonne exécution des tâches confiées

Les produits d'exploitation comprendront toutes les recettes provenant de l'utilisation des plages.

## ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La Société agira en prestataire de services pour le compte de la Commune.

### - RECETTES

La Société encaissera pour le compte de la Commune toutes les recettes à provenir de l'utilisation des plages.

### - DEPENSES

La Société paiera directement et dans les délais en rigueur toutes les dépenses d'exploitation pour le compte de la Commune.

### - REMBOURSEMENT

Chaque mois la Société transmettra à la Ville un décompte des recettes perçues dans le mois et des dépenses engagées en joignant sous bordereau copie des factures relatives aux dépenses.



Si le résultat de ce décompte est négatif, c'est-à-dire si les recettes sont inférieures aux dépenses, la Ville remboursera la différence à la Société dans le délai d'un mois.

Dans le cas contraire, la Société fournira à la Ville l'état de l'excédent et le remboursera sur demande de la Ville ou le conservera en vue des dépenses ultérieures. Dans ce dernier cas ce résultat sera reporté sur le décompte du mois suivant. En tout état de cause en fin d'année l'excédent sera reversé à la Ville.

Fait à ROYAN, le 19 DECENB. 1980

Pour la Ville

Le Premier Adjoint

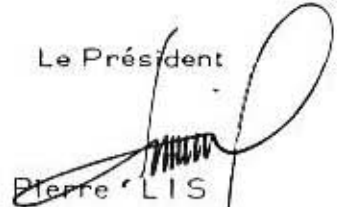


Jean-Pierre FABER



Pour la Société

Le Président



SEMIPAR  
35, Rue de la Paix  
17200 ROYAN

Tel. (40) 2 155.09  
R.C. Marannes 73 B 8

APPROUVE pour un an seulement et en raison de  
La Rochelle, le 17 MAI 1981 la carence de l'initiative privée.

Le Préfet

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général.



Hafsa CHERIET